cubité co-pro
le 30/10/02

MERCURE MANAGEMENT
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 8000 Euros

Siège Social :
146. Boulevard HAUSSMAN
75 008 PARIS

RCS Paris B 439 348 988

8 L 0 1 5

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30 OCTOBRE 2002

L'an deux mille un,
Le trente octobre deux mille deux à quatorze heures,

Les associés de la Société à Responsabilité Limitée MERCURE MANAGEMENT, Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre Paris Ile de France, au capital de 8 000 euros, divisé en 80 parts sociales de 100 euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, sur convocation de la Gérance, ainsi que chacune le reconnaît.

SONT PRESENTS

- Michel POUCH, titulaire de 21 parts
- Michel FULOP, titulaire de 1 part
- Jean-Charles VIALA, titulaire de 40 parts
- Victoire GOMEZ-AVEILHA titulaire de 18 parts

Le total des parts présentes est de 80 parts

Tous les associés étant présents, l'Assemblée peut valablement délibérer et, en conséquence, est déclarée régulièrement constituée.

La réunion est présidée par Jean-Charles VIALA , gérant associé.

Le Président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du Jour

- *Modification des statuts comme suite aux cessions de parts du 30 octobre 2002*
- *Questions diverses.*

Il dépose devant l'Assemblée et met à la disposition de ses membres :

- *Le texte des résolutions proposées,*
- *Les statuts de la société,*

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Après un large débat, personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

UNQUE RESOLUTION

Tout pouvoir est donné au gérant pour procéder aux modifications statutaires nécessaires découlant des cessions de parts du 30 octobre 2002 modifiant ainsi la composition du capital social.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 17 heures.

Et, de tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui, après lecture, a été signé par le Gérant ainsi que par les associés présents, après lecture.

SARL MERCURE MANAGEMENT
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 8000 euros
Siège Social : 146, boulevard Haussmann
75008 PARIS
RCS PARIS B 439 348 988

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Jean-Charles VIALA
De nationalité française
demeurant : 30 rue Rambuteau 75 003 PARIS
marié avec Madame Françoise CASSAGNE
sous le régime de la communauté de biens

Ci-après, dénommé le cédant
D'une part

ET

Monsieur Michel POUCH
De nationalité française
demeurant : 39 rue Garnier Pagès 97200 Fort de France
marié avec Madame Marie-Josée ROIROI
sous le régime de la séparation de biens

Ci-après, dénommé le cessionnaire
D'autre part

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Société à Responsabilité Limitée « MERCURE MANAGEMENT » a pour objet l'activité d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.
Elle a été constituée suivant acte sous seing privé en date à Paris du 19 juillet 2001.
Son capital s'élève à la somme de 8 000 euros divisé en 80 parts sociales de 100 euros chacune, numérotées de 1 à 80, entièrement libérées.

ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Jean-Charles VIALA possède dans cette société 60 parts sociales de 100 euros chacune, qui lui ont été attribuées suite aux cessions de parts sociales du 30 mai 2002.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE OUI SUIT :

DECLARATIONS

- *Monsieur Jean-Charles VIALA , cédant, déclare :*

- que les parts sociales objet de la cession ont le caractère de biens propres,
- qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes,
- qu'il dispose de la pleine capacité juridique d'aliéner,
- que les parts sociales cédées sont libres de tous nantissements et de tous droits quelconques.

- *Monsieur Michel POUCH , cessionnaire, déclare :*

- que les parts sociales sont acquises avec des fonds ayant le caractère de biens propres,
- qu'il est résident français au sens de la réglementation des changes.

CESSION DE PARTS

Par les présentes, Monsieur Jean-Charles VIALA cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à Monsieur Michel POUCH qui accepte, 20 parts sociales de ladite société lui appartenant, avec tous les droits et obligations y attachés.

Monsieur Michel POUCH sera propriétaire des 20 parts cédées à compter de ce jour et il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée aux dites parts. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées. Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

Monsieur Michel Pouch reconnaît avoir pris connaissance des statuts sociaux, de toutes résolutions prises et de tous procès-verbaux dressés à ce jour par les assemblées des associés et les acceptent.

PRIX - La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de CENT (100) euro par part cédée, soit un prix total de deux mille euros, que le cédant reconnaît avoir reçu du cessionnaire ce jour même et dont il lui consent bonne et valable quittance.

Dont quittance.

SIGNIFICATION

La présente cession sera signifiée à la société conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil et de l'article 10 – « Cessions et transmissions des parts sociales » des statuts. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de dépôt.

DECLARATIONS FISCALES

Pour la perception des droits d'enregistrement, les cédants déclarent que la société MERCURE MANAGEMENT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées représentent des apports en numéraire. Ils déclarent également que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

FORMALITES

La présente cession de parts sociales sera déposée en deux exemplaires au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris.

FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux consécutifs à la modification des statuts qui seront à la charge de la société.

Fait à Paris, le 30 octobre 2002.
En autant d'exemplaires que requis par la loi.

Le Cédant :

(bon pour cession de ……22…… parts)

Bon pour cession de 22 parts

Le Cessionnaire :

(bon pour acquisition de …20……..parts)

Bon pour acquisition de 20 parts sociales

VISÉ POUR TIMBRE ET
ENREGISTRÉ A LA RECETTE DIVISIONNAIRE
Fort-de-France – Route de Cluny – Schœlcher
Le 05 NOV. 2002
Volume 7 Folio 63 Bordereau 518 128
Reçu : Cent Quarante et un EUROS
Le Receveur Divisionnaire
Mme CHARLES-DONATIEN

T = 45
DDF = 96

certifié conforme
le 30/10/02

MERCURE MANAGEMENT SARL

146 BOULEVARD HAUSSMANN
75 008 PARIS

STATUTS

Les soussignés

- **Michel POUCH** demeurant 39 rue Garnier Pagès 97 200 FORT DE France, expert-comptable et commissaire aux comptes, inscrit auprès du Conseil Régional de l'Ordre des Expert-comptables de Fort de France et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Fort de France.

- **Michel FULOP** demeurant 10 rue Alfred Roll 75 017 PARIS, expert-comptable et commissaire aux comptes, inscrit auprès du Conseil Régional des Expert-comptables de Paris Ile de France et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris.

- **Jean-Charles VIALA** demeurant 30 rue Rambuteau 75 004 PARIS, expert-comptable et commissaire aux comptes, inscrit auprès du Conseil Régional des Expert-comptables de Paris Ile de France et de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris.

- **Victoire GOMEZ-AVEILHA** demeurant 64 avenue Aristide Briand 92120 Montrouge, Directrice de Mission,

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article ler - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966 et l'ordonnance du 19 septembre 1945 et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est MERCURE MANAGEMENT.
La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société à responsabilité limitée » - ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention - société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes " et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la compagnie régionale des commissaires aux comptes, où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet l'exercice des missions d'expert-comptable et de commissaire aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al 7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à 146, bd Haussmann 75 008 PARIS
Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

- M. Michel POUCH apporte à la société une somme en espèces de 3 000 euros
- M. Michel FULOP apporte à la société une somme en espèces de 2 500 euros

- M. Alexis CHETIOUI apporte à la société une somme en espèces de 2 500 euros

Soit ensemble, la somme totale de 8000 euros

Cette somme de 8000 euros a été, dès avant ce jour, déposée à la banque CIC agence Le Marais

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du comm et des sociétés.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de 8000 euros. Il est divisé en 80 parts de 100 euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs et des cessions de parts intervenues de la manière suivante :

à M.Michel POUCH, expert-comptable et commissaire aux comptes, 21 parts sociales
à M.Michel FULOP, expert-comptable et commissaire aux comptes, 1 part sociale
A M.Jean-Charles VIALA, expert-comptable et commissaires aux comptes, 40 parts sociales
A Mme Victoire GOMEZ-AVEILHA, Directrice de Mission, 18 parts sociales

Total du nombre de parts sociales composant le capital social soit quatre vingt parts.
Les soussignés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus, correspondant à leurs apports respectifs et sont toutes entièrement libérées.

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Article 10 - Transmission des parts

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, saut si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article II. Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les, rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co associés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, saut le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant queue soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et un droit de présentation de clientèle, nantissements, toutes conventions ayant pour objet toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut renoncer à ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, saut accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15- Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots oui ou non.

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 septembre 2002.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 1 8 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Article 19 - Nomination du gérant

Le gérant de la société, nommé sans limitation de durée est Monsieur Jean-Charles VIALA.

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre des experts comptables et sur la liste des commissaires aux comptes. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectués à la diligence de la gérance. Monsieur Jean-Charles VIALA est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Mise à jour à Paris le 30 octobre 2002